Questions orales

ce pays jugé numéro un par les Nations Unies la semaine dernière mérite d'être conservé—nous représentons ici au Parlement canadien tous les Canadiens, et les Canadiens, cela comprend les Québécois. Et si le Parlement décide de consulter les Québécois et les autres Canadiens, nous allons le faire.

* * *

[Traduction]

LA MAGISTRATURE

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La juge Wilson dit qu'un trop grand nombre de juges au Canada ont des préjugés sexistes. La juge L'Heureux-Dubé et le juge Gonthier partagent son opinion. La ministre de la Justice estime toutefois qu'une formation obligatoire pour les juges porterait atteinte à leur indépendance.

Le premier ministre va-t-il donner suite aux suggestions des juges de la Cour suprême et convaincre la ministre de la Justice de rendre obligatoire, dès aujourd'hui, la formation visant à sensibiliser la magistrature au sexisme?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en réponse à cette question très importante, je signale que, depuis que je suis premier ministre, le nombre de femmes nommées à des postes de juges par le gouvernement fédéral est passé de 33, si je ne m'abuse, à 100. Sauf erreur, M^{me} Rosalie Abella a été la centième femme à être nommée juge le mois dernier.

Ma collègue dit que cela n'a rien à voir. Cela a au contraire beaucoup à voir. Il est important de nommer des femmes aux principaux postes de décision au Canada, et c'est justement ce que nous faisons. Nous avons augmenté le nombre de femmes à la Cour suprême. Le mois dernier, M^{me} Kathy Fraser est devenue la première femme juge en chef de la Cour d'appel de l'Alberta. M^{me} Bev McLachlin a assumé les fonctions de juge en chef de la Colombie-Britannique.

Sous notre gouvernement, le nombre de femmes dans les cours fédérales est passé de 37 à 100, si je ne m'abuse. À mon avis, il est d'abord extrêmement important que les gouvernements nomment des femmes très compétentes à des postes de décision. La justice ne pourra ensuite qu'en bénéficier.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, je suis ravie, enchantée et très heureuse que le premier ministre ait nommé à ces fonctions toutes ces femmes merveilleuses. Malheureusement, sauf le respect que je

dois à tous mes collègues et à tous les Canadiens, la majorité des juges restent des hommes et, selon le Conseil canadien de la magistrature, 40 p. 100 de ces juges, ne se sont pas prévalus de la formation mise à leur disposition au sujet des préjugés sexistes.

À moins d'avoir l'intention de ne nommer que des juges de sexe féminin dans tous les tribunaux du Canada, que fera le premier ministre pour assurer que les Canadiens ne fassent pas l'objet de stéréotypes sexistes devant les tribunaux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je ne peux répondre à cette question de manière exhaustive, mais je peux commencer par fournir un élément de réponse important. L'autre jour, je disais à la ministre de la Justice que la députée de Halifax aurait, à mon avis, toutes les qualités requises pour être nommée juge.

Mme Clancy: Sûrement. La flagornerie ne vous mènera nulle part.

* * *

DAVID MILGAARD

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Ma question s'adresse au premier ministre et a trait à l'affaire David Milgaard. L'automne dernier, le premier ministre s'est entretenu avec M^{me} Milgaard et a exprimé de la sympathie relativement au sort de son fils. Depuis, la condamnation pour meurtre a été annulée.

Comme le premier ministre le sait fort bien, M. Milgaard se trouve dans une impasse juridique. Celui-ci ne peut fournir des éléments de preuve susceptibles de l'innocenter, par suite de la décision de la Saskatchewan de surseoir aux accusations portées contre lui.

Dans les circonstances, et compte tenu de la sympathie manifestée par le premier ministre, pourquoi le gouvernement n'envisage-t-il pas de verser un dédommagement à M. Milgaard?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue a tout à fait raison. J'ai rencontré M^{me} Milgaard à Winnipeg. Celle-ci m'a fait part de ce dilemme et des problèmes connexes, et j'en ai discuté avec les membres du gouvernement. Je suis très heureux des résultats des démarches de la ministre de la Justice suite à la décision de la cour. Je ne suis pas certain, mais je ne pense pas que la Cour suprême ait déclaré qu'elle annulait la condamnation pour meurtre. Je ne pense pas que la Cour ait fait une telle déclaration.

• (1500)

Des voix: Non.